

Conception, fourniture et  
exécution d'un spectacle  
pyrotechnique sonorisé  
le 14 juillet -  
Ville de Saint-Brieuc

**Règlement de la consultation (RC)**

Consultation n°

202502101

Date limite de remise des plis

**22/04/2025 à 16:00**

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la  
commande publique)

## 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

### ■ Acheteur :

#### Ville de Saint-Brieuc

Direction de la Communication et de l'évènementiel

Service évènementiel

Représentant : Monsieur le Maire de la Ville de Saint-Brieuc

Adresse : Mairie de la Ville de Saint-Brieuc

1 Place du Général de Gaulle

CS 72365











22023 SAINT-BRIEUC CEDEX 1

### ■ Description de la prestation :

2101

| Code CPV   | Libellé CPV             |
|------------|-------------------------|
| 92360000-2 | Services pyrotechniques |

### ■ Caractéristiques principales du contrat :

|   |  |
|---|--|
|  Objet du contrat       | Conception, fourniture et exécution d'un spectacle pyrotechnique sonorisé le 14 juillet -Ville de Saint-Brieuc |
|  Acheteur              | Ville de Saint-Brieuc  |
|  Type de contrat       | Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services                     |
|  Structure             | Lot unique   |
|  Lieu d'exécution      | Ville de Saint-Brieuc  |
|  Durée                 | 12 mois - 1 reconduction - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible          |
|  Développement durable | Clause environnementale - Critère environnemental  |
|  Pénalités de retard   | Article 8.1 du CCAP  |
|  Variation des prix    | Révisables (référence)   |
|  Nature des prix       | Prix unitaires   |

### ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

Elle est décomposée comme suit :









| Type    | Objet, délai  |
|---------|---|
| Période | Période initiale : <i>L'accord-cadre a pour objet la conception, la fourniture et l'exécution d'un spectacle pyrotechnique sonorisé le 14 juillet 2025 - 28 000,00 € HT</i> , 12 mois à compter de la notification du contrat |
| Période | Reconduction : <i>L'accord-cadre a pour objet la conception, la fourniture et l'exécution d'un spectacle pyrotechnique sonorisé de 14 Juillet 2026 - 28 000,00 € HT</i> , 12 mois à compter de la date anniversaire           |

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la commande publique).

### ■ Déroulé et planning indicatif de la consultation :

|   |  |              |
|---|--|--------------|
|  | Publication de la consultation   | Mars 2025    |
|  | Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat | avril 2025   |
|  | Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs                     | avril 2025   |
|  | Analyse des offres, négociation, demandes de précisions éventuelles                  | avril 2025   |
|  | Classement des offres et attribution du contrat                                      | mai 2025     |
|  | Information des candidats non retenus  | mai 2025     |
|  | Signature et notification du contrat   | juin 2025    |
|  | Démarrage des prestations  | Juin/juillet |

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh> sous la référence **202502101**

**Lors du téléchargement du dossier de consultation**, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique.

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- RC : Règlement de la consultation
- AE : Acte d'engagement
- BPU/DQE : bordereau des prix unitaires /Détail Quantitatif estimatif
- CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Cadre de réponse
- Plan du site

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

### ■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents :

La visite du site est préconisée et elle pourra être organisée à la demande des candidats dans les conditions suivantes :

Dans ce cas, les candidats prendront contact avec le service événementiel de la Ville : les visites sont possibles **jusqu'au jeudi 10 avril 2025 inclus** 2025, avec remise d'une attestation.

Contact :

- Arnaud MESTRE 02 96 62 53 90 / 06 14 40 89 28 – [arnaud.mestre@saint-brieuc.fr](mailto:arnaud.mestre@saint-brieuc.fr)
- Estelle ROBINEAUD 02 96 65 53 02 / 07 64 72 21 53 – [estelle.robineaud@saint-brieuc.fr](mailto:estelle.robineaud@saint-brieuc.fr)
- [evenementiel@saint-brieuc.fr](mailto:evenementiel@saint-brieuc.fr)

Un candidat qui n'aurait pas effectué la visite devra prouver dans son offre qu'il a une connaissance des lieux et des matériels en place. Il ne pourra pas se prévaloir de sa méconnaissance des informations qui pourraient être données et des échanges qui pourraient avoir lieu lors de la visite.

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Communication et échanges d'informations par voie électronique :**

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.bzh>.

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Réponse et groupement :**

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

| Document   | Descriptif  |
|--|---|
| <b>Situation juridique</b>                                   |   |
| Déclaration du candidat (DC2)                                | <i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>      |
| Lettre de candidature (DC1)                                  | <i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i> |
| <b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b> |   |
| Certificats  | - <i>Attestation du lieu de stockage dans le voisinage + assurance ;</i>  |

|                                 |   |
|---------------------------------|---|
|                                 | <b>- Attestation pour le traitement et la destruction des déchets pyrotechniques</b><br><i>Classement au transport des produits pyrotechniques ;<br/> La déclaration CERFA pré-remplie et annexée ;</i>         |
| Moyens humains                  | <i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>  |
| Moyens techniques               | <i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>  |
| Qualifications professionnelles | - La désignation d'un conseiller au transport de matières dangereuses<br>- Agréments F4-T2 artificiers ;<br>- Agréments nécessaires pour les véhicules comme pour les chauffeurs (titulaires du certificat ADR) |
| 3 références détaillées         | <i>- 3 références détaillées à budget et prestation similaire (durée, hauteur, type de collectivité, photo, vidéo, ...)</i>   |

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

| Document                  | Descriptif   |
|---------------------------|--|
| Acte d'engagement         | <i>Acte d'engagement à compléter</i>   |
| BPU/DQE                   | <i>Bordereau de prix unitaire/Détail quantitatif estimatif à compléter</i>   |
| Cadre de réponse          | <i>Cadre de réponse à compléter et à remettre obligatoirement dans l'offre : <b>sa non production entraîne le rejet de l'offre.</b></i>  |
| Documents complémentaires | - Dispositif de surveillance pendant le montage et le tir ;<br>- Protocole de mesure du vent ;<br>- Protocole de nettoyage du site et de la gestion des déchets non pyrotechniques ;<br>- Une simulation complète du spectacle en vidéo (durée totale du feu) accompagnée de la bande-son ;<br>A noter, il est possible pour le titulaire d'utiliser différents outils pour sa création artistique :<br>- fourniture de laser, projecteurs, divers jeux de lumière en cohérence avec les tableaux pyrotechniques ;<br>- utilisation de structures en hauteur afin de compléter les effets aériens ;<br>- mise en place de musiciens ou DJ pour jouer en direct en remplacement de la bande son ;<br><i>Le candidat peut présenter 2 propositions maximum</i> |

|       |  |
|-------|--|
|       | <p><i>Le dossier devra préciser :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre et l'emplacement des projecteurs ;</li> <li>- le nombre de points de tir ;</li> <li>- les effets aériens avec hauteur de tir ;</li> <li>- l'intensité (le nombre de tirs/mn) ;</li> <li>- la quantité totale de matière active ;</li> <li>- la répartition par calibre en mm (jusqu'à 20, de 20 à 30, de 30 à 50, de 50 à 75).</li> </ul> <p><i>- Attestation de la cession des droits de communication, d'information, d'exploitation et de communication de la création à la Ville sur l'ensemble de ses outils d'information et de communication auprès de ses publics internes et externes (journal municipal, site internet, dossier de presse, réseaux sociaux) pour une durée de 6 ans</i></p> |
| Plans | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de la zone de sécurité ;</li> <li>- Plan de la zone de stockage ;</li> <li>- Plan de la zone de tir ;</li> <li>- Plan des points de diffusion et de la zone sonorisée</li> </ul>   |

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches.megalis.bretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Saint-Brieuc Armor Agglomération  
5 rue de 71ème Régiment d'Infanterie  
22000 SAINT-BRIEUC  
Contact : Service Commande Publique

La copie de sauvegarde peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur.

Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches.megalisbretagne.bzh>

#### **Signature électronique :**

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats.

L'entreprise n'a pas l'obligation de signer électroniquement son offre au moment de son dépôt ; **seul l'attributaire pourra signer électroniquement l'Acte d'Engagement (AE).**

Signature en cas de groupements d'entreprises : dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Le mandataire justifiant des habilitations nécessaires peut donc signer seul l'Acte d'Engagement (AE) au nom du groupement.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union

européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande.

Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format PAdES de préférence.

Sont autorisés tous les certificats de niveau \*\* (2) minimum conformes au RGS, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.

Tout document relatif à l'offre contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Vigilance concernant le dépôt des offres :

Les candidats sont invités à prendre en compte le temps de chargement de leur pli sur la plate-forme par rapport à la date et heure de clôture, ce temps de chargement étant fonction du débit de leur accès internet et de la taille des documents à transmettre.

La transmission des plis avant les date et heures limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

En outre, conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, il est rappelé que, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres, est ouverte.

**Les dossiers qui seraient reçus après la date et l'heure limites précitées et/ou ne respectant pas les conditions de transmission ne seront pas ouverts et déclarés irrecevables.**

Par ailleurs, tous les échanges seront faits par voie dématérialisée (modifications apportées par le pouvoir adjudicateur au dossier de consultation, demandes d'explications sur l'offre, questions/réponses, négociations éventuelles, mise au point, signature et notification du marché, modifications du marché).

Durant toute la procédure, **tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur.** Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération                       | Descriptif                                |
|--|---|
| 1. Garanties professionnelles et financières | Garanties professionnelles et financières |
| 2. Garanties techniques                      | Garanties techniques                      |

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

| Critère et pondération  | Descriptif  |
|---|---|
| <b>1. Valeur artistique (40 %)</b>  | Elle sera évaluée selon les réponses apportées par le candidat dans le cadre de réponse selon les différents éléments suivants : exploitation du thème*, le feu, la musique.<br>* Le candidat peut présenter deux propositions maximum.   |
| <b>2. Critère technique et humain (25 %)</b>                              | Ce critère sera apprécié selon les réponses apportées par le candidat dans le cadre de réponse selon les différents éléments suivants :<br>- les moyens humains que l'entreprise compte mobiliser pour la création<br>- les moyens humains que l'entreprise compte mobiliser pour la réalisation le jour J + le contact et qualification du chef de tir ;<br>- un planning détaillé de la journée (à annexer)<br>- un plan du site général avec zone de tir, zone de stockage, distances de sécurité, répartition du public, diffusion de la sonorisation (à annexer)<br>- un plan précis de l'implantation des points de tir + projecteurs sur le pont. De préférence, et afin de permettre un meilleur point de vue sur le feu, les points seront installés en diagonale sur le pont (à annexer)<br>- un plan précis des points de sonorisation (à annexer) |
| <b>3. Performances en matière de protection de l'environnement (15 %)</b> | Ce critère sera évalué à partir des éléments de réponse apportés par le candidat dans son cadre de mémoire technique selon les différents éléments suivants :<br>- La provenance des bombes d'artifice et le pourcentage par pays d'origine<br>- les efforts faits sur le transport<br>- le type de matériau utilisé pour les divers usages<br>- Les éventuelles compensations<br>- toute innovation ou dispositif permettant de répondre aux enjeux climatiques  |
| <b>4. Prix (15 %)</b>   | La notation du prix sera obtenue par la formule suivante :<br>(montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre jugée) X 15<br>La note du prix sera appréciée au vu du montant du Détail quantitatif estimatif.   |
| <b>5. Critère sécurité (5 %)</b>  | Ce critère sera évalué selon la réponse apportée par le candidat dans le cadre de réponse selon les différents éléments suivants :<br>- rappeler en quelques lignes les obligations de sécurité et les dispositifs mis en oeuvre pour garantir la sécurité de tout le public et le personnel de l'entreprise candidate.   |

#### Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur la pondération.**  
Les critères sont notés : **Sur la pondération.**  
La note totale est notée : **Sur 100.**

Afin de garantir l'équité entre le système de notation du critère "prix", et des autres critères, la note de



l'entreprise la mieux notée sera ramenée à la note maximale prévue pour chacun de ces autres critères. Les notes des autres candidats seront recalculées de manière proportionnelle.

**Les critères se verront attribuer une note selon le barème suivant :**

- Absence : 0 %
- Insuffisant : 20 %
- Passable ou moyen : 40%
- Adéquate ou satisfaisant : 60%
- Bon ou supérieur : 80 %
- Très bon ou exceptionnel : 100 %

| Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants : |  |
|---|--|
| Offre hors délai  | Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.  |
| Offre anormalement basse  | Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. |
| Offre inappropriée  | L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.  |
| Offre irrégulière   | L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.   |
| Offre inacceptable  | Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.  |

■ **Régularisation des offres :**

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

■ **Offres anormalement basses :**

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

■ **Négociations :**

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques artistiques, techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec l'ensemble des candidats à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites de manière dématérialisée sur le profil acheteur ou par un entretien en présentiel (ou visioconférence). Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ **Documents à produire par l'attributaire :**

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

| Document                           | Descriptif  |
|------------------------------------|---|
| Numéro Siren                       | Numéro Siren prouvant l'absence de liquidation judiciaire, de faillite...de l'attributaire.   |
| Attestation d'assurance            | Les attestations d'assurances professionnelles de l'attributaire en cours de validité   |
| Certificat de régularité fiscale   | Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales   |
| Certificat de régularité sociale   | Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise   |
| Pouvoir de signature               | Le cas échéant, délégation de signature prouvant la capacité du signataire à engager l'entreprise   |
| Travailleurs étrangers             | Liste nominative des travailleurs étrangers avec la date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail   |
| Congés payés et chômage intempérie | Attestation de versement de congés payés et de chômage intempéries de moins de 6 mois   |
| PV Comité social et économique     | Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés  |
| Plan de vigilance                  | En cours de validité, entreprises employant, à la clôture de deux exercices consécutifs, au moins 5 000 salariés en leur sein et dans leurs filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français, ou au moins 10 000 salariés en leur sein et dans leurs filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé sur le territoire français ou à l'étranger |
| RIB                                | RIB   |
| Agréments et attestation           | - F4 du chef de tir<br>- Transport et permis du conducteur<br>- CERFA<br>- Attestation de stockage à proximité  |

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard **8 jours avant** la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalisbretagne.bzh>. La réponse est adressée **au plus tard 6 jours** avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES

Téléphone : 02.23.21.28.28  
Courriel : greffe.ta-rennes@jurdadm.fr  
Télécopie : 02.99.63.56.84  
Site internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : sans objet ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)